

La Russie veut bannir les logiciels propriétaires de ses administrations

Les logiciels propriétaires vont-ils être bannis de Russie? Bientôt six ans après avoir dévoilé un [plan en faveur des logiciels libres](#), le Parlement russe préparerait une loi visant à exclure tout programme informatique propriétaire des administrations et agences gouvernementales du pays. Le projet de loi a été présenté par Dmitry Novikov, premier adjoint du président du Parlement pour les sciences et nouvelles technologies.

Raison invoquée? « *Le projet de loi vise à combler certaines lacunes législatives dans le domaine de la propriété intellectuelle, le renforcement des positions russes des entreprises travaillant dans le domaine des logiciels open source et l'expansion qualitative du marché de l'informatique en contrôlant le middleware et les logiciels open source dans le public et dans le secteur privé* », justifie le dépositaire selon des notes rapportées par le site russe *Ria Novosti*.

Bannir les systèmes propriétaires

Le projet entend donc inciter les institutions, mais aussi les entreprises privées, à favoriser les solutions Open Source. Et à bannir définitivement les systèmes développés à partir de plateformes propriétaires. Et particulièrement les solutions des éditeurs américains. « *De nombreuses entreprises locales de logiciels offrent des produits basés sur des frameworks étrangers tels que IBM WebSphere ou Microsoft ASP.net de Microsoft, a déclaré à Bloomberg Andrey Chernogorov, secrétaire exécutif de la commission de la Douma sur les systèmes d'information stratégiques. Nous cherchons à combler cette lacune pour les achats de l'Etat face aux risques de sécurité.* »

A titre d'exemple, depuis qu'IBM a rompu le contrat avec son partenaire local Lanit, le site gouvernemental [zakupki.gov.ru](#) est potentiellement plus exposé aux risques alors qu'il est construit sur la plate-forme de l'éditeur américain.

Une décision politique

Les questions économiques sont également mises en avant. Le gouvernement russe préférant conserver les dépenses en solutions IT sur le territoire national plutôt que de voir les coûts de licences partir dans les poches des éditeurs étrangers. Dans cet esprit, la semaine dernière, Moscou amorçait son plan pour [supprimer des serveurs Microsoft Exchange et Outlook de quelque 6000 postes](#) au profit d'une solution développée par un fournisseur russe. L'opération, qui doit être étendue à 600 000 postes, devrait permettre à la capitale d'économiser 30% sur les coûts de licences.

Si les problématiques de sécurité et économiques sont invoquées, les questions de stratégies politiques ne sont jamais loin non plus. Cette mesure frappera en priorité les entreprises américaines (Microsoft, IBM, Oracle...). Elle pourrait être vue comme une nouvelle réponse à la tension qui s'installe entre les Etats-Unis et la Russie. Les premiers appliquent un embargo depuis

que le second a annexé l'Ukraine en 2014. Et les désaccords se multiplient sur le plan de paix en Syrie ou le traité sur la prolifération des armes nucléaires.

Lire également

[L'Internet russe prêt à ériger des frontières](#)

[Donald Trump va-t-il gagner les élections grâce aux pirates russes ?](#)

[La Russie prête à fragiliser le chiffrement de messageries ?](#)

crédit photo © Victoria P. – Fotolia.com